

## A quelle distance est l'Amérique Latine ?

**John Holloway**

Traducteur : Julien Bordier

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/variations/169>

DOI : 10.4000/variations.169

ISSN : 1968-3960

**Éditeur**

Les amis de Variations

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 mars 2010

**Référence électronique**

John Holloway, « A quelle distance est l'Amérique Latine ? », *Variations* [En ligne], 13/14 | 2010, mis en ligne le 01 février 2012, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/variations/169> ; DOI : 10.4000/variations.169

---

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.

Les ami•e•s de Variations

---

# A quelle distance est l'Amérique Latine ?

John Holloway

Traduction : Julien Bordier

---

## NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit de l'anglais

Première publication sur [www.theoriecritique.com](http://www.theoriecritique.com), « Le choix du petit », Printemps 2010, pp. 12-18

## NOTE DE L'AUTEUR

*Intervention prononcée à la conférence The Pink Tide : reconfiguring politics, power and political economy in the Americas ?, au Center for the study of social and global justice, Université de Nottingham, janvier 2010.*

- 1 Quelle est la distance entre Nottingham et l'Amérique Latine ? Cela dépend comment on mesure cette distance. On peut la mesurer en termes de politique de la pauvreté ou en termes de politique de la dignité.
- 2 Si on parle d'une *Marée Rose* (Pink Tide) dans la région, il faut rappeler que le rose n'est pas une couleur primaire, ce qui signifie qu'être rose c'est en fait mélanger des couleurs qui s'associent et entrent en conflit. Il y a une question centrale qui traverse ce qu'on appelle la *Pink Tide* en Amérique Latine et la manière dont on la comprend. C'est le contraste entre une politique de la pauvreté et une politique de la dignité.
- 3 Par politique de la pauvreté, je veux parler d'une politique qui part de la pauvreté de la plus grande partie de la population, qui désire éliminer cette pauvreté. Ceci a une base très réelle. Il y a beaucoup de pauvreté en Amérique Latine. C'est une des choses les plus frappantes quand on va là-bas pour la première fois : le nombre de gens qui vendent toute

sorte de choses aux feux rouges ou qui mendient dans les rues, les bidons-villes, la pauvreté dans les campagnes. Une très grande partie de la population vit dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté. Et à côté de cela, on voit de grandes maisons et de grosses voitures, des écarts sociaux manifestes entre les riches et les pauvres.

- 4 Notre réaction immédiate, quand on voit tout cela, est de dire qu'il faut nous battre pour l'élimination de la pauvreté et pour que cesse l'injustice. Nous avons besoin de progrès économique et d'un gouvernement qui va introduire des politiques qui bénéficient aux pauvres et s'attaquent aux structures de l'injustice, un gouvernement qui essaiera de se libérer du néolibéralisme, qui a causé tellement de misère dans la région durant ces trente dernières années, et améliorera les conditions de santé et d'éducation. Comme nous le savons, il y a aujourd'hui un bon nombre de gouvernements qui se sont engagés à faire des changements importants dans ces directions, et c'est assurément bienvenu.
- 5 Mais il faut en dire plus. Retournons vers les gens pauvres avec lesquels nous avons commencé, parlons-leur, ou plutôt écoutons-les. Alors que vous les écoutez, ils s'ouvrent et s'animent devant vous, ou plutôt votre esprit s'ouvre, et vous ne les voyez pas comme des pauvres gens pour lesquels vous avez de la pitié ou dont vous devez vous occuper ; mais comme des gens en lutte, une lutte quotidienne pour l'existence et souvent engagés dans des combats collectifs pour une société meilleure. Et alors que vous les écoutez, la troisième personne se dissout, cette relation à la troisième personne qui les sépare de vous : vous réalisez que *eux* et *vous* faites partie d'un *nous*, nous sommes piégé dans un monde d'injustice, en train d'essayer de trouver une sortie. *Eux* et *vous*, faites partie d'un même *nous* frustré, qui a la capacité de créer un monde différent, mais qui n'arrive pas à le faire. À l'intérieur de la pauvreté, nous découvrons la dignité : la dignité de celui qui est pauvre et notre propre dignité. À l'intérieur de l'objet, il y a un sujet objectivé qui se bat contre sa propre objectivation.
- 6 Cela change tout, parce que cela change la manière dont nous voyons la politique et la manière dont nous nous organisons politiquement. Et cela change la manière dont nous analysons ce qui se passe en Amérique Latine et dans le monde.
- 7 Premièrement, la dignité casse l'Etat comme forme d'organisation. Le concept de pauvreté mène à une approche politique étatiste : les gens pauvres deviennent un *ils* – les pauvres – et la manière de changer les choses pour *eux* est faite *en leur nom*. C'est précisément cela qu'est l'Etat – un groupe de professionnels qui déclarent agir pour les autres et *en leur nom*, ce qui conduit toujours à imposer un point de vue sur ce qui est bénéfique pour les gens, et donc de les traiter en objets. La dignité, au contraire, dit « Non, merci beaucoup, ne faites rien en notre nom, nous le ferons nous-même. » Penser la politique à partir du sujet signifie penser à différentes formes d'organisation, des formes qui articulent la volonté collective de ceux qui sont impliqués – assemblées, conseils, communes, *juntas de buen gobierno*, des formes d'organisation qui visent à surmonter la séparation entre le politique et la vie de tous les jours. C'est ce qu'on appelle souvent la politique d'autonomie, ou du dialogue plutôt que du monologue, où on écoute plutôt que où on parle, une politique du *mandar obedeciendo*, comme les Zapatistes le font : une forme d'organisation qui recherche la subordination de toutes les décisions à la volonté collective de la communauté.
- 8 Cela signifie une critique de la démocratie représentative. Un représentant est quelqu'un qui revendique agir en notre nom. L'action importante de la représentation est la création d'une sphère publique séparée du privé, une action de distanciation de la

politique et de la vie, une exclusion. Le concept de dignité tend vers une autre forme de démocratie, une démocratie qui n'exclue pas.

- 9 La dignité dissout la troisième personne, l'Etat, la démocratie représentative, et elle dissout aussi le concept de progrès. Le concept de pauvreté est très lié à celui de progrès. Le progrès est généralement perçu comme l'antidote à la pauvreté, mais on le considère comme ayant une autonomie propre, une existence objective, quelque chose que nous devons atteindre. La dignité au contraire est anti-progressiste, non pas qu'elle refuse de développer les capacités humaines à créer une vie meilleure, mais qu'elle souhaite soumettre les changements à la considération collective : si le progrès signifie faire des villes de plus en plus grosses, ce qui n'est probablement pas ce que nous voulons ; si le progrès signifie couvrir la planète d'autoroutes, ce qui n'est probablement pas ce que nous voulons ; si le progrès signifie accélérer le réchauffement climatique, ce qui n'est probablement pas ce que nous voulons. Mais le Progrès, en tant que force autonome sur laquelle nous n'avons pas prise, est simplement l'opération de la loi de la valeur, la règle du temps de travail socialement nécessaire, la dynamique vide mais toute-puissante du plus-vite-plus-vite-plus-vite qui détermine ce qui se fait et comment cela est fait dans le capitalisme. La dignité alors, est anti-capitaliste dans le sens profond où elle casse le temps capitaliste, en confrontant le plus-vite-plus-vite-plus-vite du capitalisme avec un « Oh, ralentissons, discutons pour savoir si nous voulons vraiment une nouvelle autoroute, si nous voulons l'industrialisation de l'agriculture, si nous voulons vraiment travailler sous autant de pression. »
- 10 La dignité, pour résumer, nous place dans un univers épistémologique radicalement différent où tout est ouvert : le sens du savoir, le sens de la recherche, le sens de la politique, le sens de la révolution, le sens de classe, le sens du travail, du temps, de l'espace, le sens de la gauche et de la droite. La personne que nous avons commencé par classer comme pauvre tourne autour de nous et dit : « Je ne suis pas pauvre, je suis en lutte, j'ai de la dignité », et en disant cela elle nous renvoie au visage toutes nos catégories, et elle nous oblige à tout repenser. C'est cette effervescence manifeste de dignité qui fait de l'Amérique Latine un endroit si excitant en ce moment.
- 11 Mais bien sûr la dignité frémit partout dans le monde. Bien sûr toutes les politiques d'Amérique Latine, et même les politiques radicales en Amérique Latine, ne sont pas seulement des politiques de la dignité. Ce sont plutôt un entrelacement, extrêmement complexe et tendu, de politiques de la pauvreté et de politiques de la dignité. À une extrême peut-être, les Zapatistes proclament la dignité comme leur principe central – en cela ils trouvent un écho dans beaucoup de mouvements d'opposition – et d'un autre côté il y a les gouvernements de la Bolivie et du Vénézuéla, par exemple, qui, par leur forme d'existence en tant qu'Etats, agissent *au nom* des gens, alors qu'ils devraient s'ouvrir à leur consultation. Mais bien sûr la distinction n'est pas si simple, et elle ne suit pas nécessairement les frontières institutionnelles. Il y a certainement des situations dans lesquelles les Zapatistes ou d'autres groupes reproduisent les pratiques autoritaires, ou dans lesquelles ceux qui encouragent les Zapatistes disent « nous devons aider les pauvres indigènes », et il y a aussi des éléments dans l'Etat vénézuélien qui cherchent à rompre avec l'Etat comme forme d'organisation sociale, et à le transformer en ce qu'ils appellent un Etat de Commune. La tension entre une politique de dignité et une politique de pauvreté peut très bien coexister dans une même personne. Malgré tout, je pense que la distinction est utile pour au moins trois raisons.

- 12 Premièrement, je pense que cela signifie que nous (les deux courants de la pensée anti-capitaliste) devrions appuyer ensemble dans la même direction aussi loin que possible. Je confesse que je suis un des nombreux adhérents de la Otra Campaña qui a voté pour Lopez Obrador aux dernières élections, malgré les violentes attaques des zapatistes contre lui pendant la campagne, et je pense avec certitude que les gouvernements de Chavez et Morales sont préférables à leurs prédécesseurs.
- 13 Deuxièmement, pourtant, je ne pense pas que l'on peut simplement additionner ces deux politiques, tel que cela a été préconisé par John Foran et Mike Geddes hier, et qui est soutenu par les promoteurs du *poder popular* en Argentine et ailleurs, car il y a ici deux logiques différentes, deux conceptions différentes du monde et de la politique, et de ce qui est en jeu dans le changement social anti-capitaliste. Pour simplifier, c'est l'affrontement entre la gauche progressiste et la gauche anti-progressiste. Les gouvernements progressistes ne sont que ça, progressistes, avec tout ce que cela veut dire en termes d'insertion dans le plus-vite-plus-vite-plus-vite du développement capitaliste et dans la destruction que cela implique. Alors que les luttes anti-capitalistes les plus importantes en Amérique Latine et dans le monde sont explicitement opposés à la destruction que le Progrès implique, que ce soit les nouvelles lignes de métro, les centrales nucléaires ou le changement climatique. En ce sens, les Zapatistes ont bien raison de critiquer la politique de Lopez Obrador, et j'ai une profonde sympathie pour tous les gens impliqués dans l'important mouvement social de 2000 à 2005 en Bolivie, qui sentent que le gouvernement Morales ne représente pas ce pour quoi ils s'étaient battus. C'est aussi pourquoi je ne suis pas très optimiste quant au futur des courants les plus radicaux dans le processus Bolivarien au Vénézuéla.
- 14 Troisièmement, je pense que cette distinction est utile si nous repensons à la question la plus importante que posait Eric Selbin hier : *que faire ?* Dans la perspective de la politique de la pauvreté, c'est clair : prendre le pouvoir d'Etat et transformer la société pour le bénéfice du peuple. Et dans la perspective de la dignité ? Nous ne savons pas. Mais peut-être que la meilleure chose que nous ayons à faire est ce que nous faisons déjà. Créer des espaces et des moments de dignité, des espaces et des moments où on ne suit pas la logique du capital, dans lesquelles nous créons d'autres relations sociales et d'autres façons d'agir. En d'autres mots, on peut, et on le fait, fissurer les relations sociales capitalistes, petites et grandes, spectaculaires et difficilement visibles, et la seule façon d'envisager un changement radical passe par l'expansion, la multiplication et la confluence de ces fissures jusqu'à un point où l'on arrête de produire et reproduire le capital.
- 15 Quatrièmement (parce que dans une liste numérotée, il y a toujours un débordement, un refus d'être contenu), je pense que cette distinction est utile dans la mesure où elle nous confronte, nous universitaires, avec ce que nous faisons. Si nous pensons en termes de politique de la pauvreté, on vit dans un monde de catégories pré-établies dans lesquelles on peut définir l'Amérique Latine comme notre objet d'analyse, confortablement séparé de nous par l'océan Atlantique. Si toutefois, notre objet d'analyse se transforme en un sujet qui tue la troisième personne et nous renvoie nos catégories au visage, on se trouve alors sur un terrain très instable où il nous faut trouver un chemin sur lequel avancer, en expérimentant et en explorant, tout en continuant à poser des questions (*asking as we walk*).
- 16 Mesurée en termes de politique de la pauvreté, l'Amérique Latine est certainement là-bas, à des millions de miles de Notthingam. Mesuré en termes de politique de la dignité,

l'Amérique Latine est juste au-dessus de nous, un défi furieux, un coup de fil qui nous réveille ici un dimanche matin à Nottingham, une épouvantable terreur et une lumière d'espoir pour le futur.

---

## AUTEURS

### **JOHN HOLLOWAY**

Professeur de sociologie, Universita Autonoma de Puebla, Mexico.